

# Après la journée d'action et l'euro-manifestation du 29 septembre 2010 à Bruxelles

Entretien avec Joël Decaillon ; propos recueillis le 30 septembre 2010 par Francine Mestrum.

## Joël Decaillon

*Secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats.*

### **Quel bilan tirez-vous de la journée d'action et de la manifestation européenne du 29 septembre à Bruxelles ?**

La manifestation du 29 septembre a été un grand succès, et ce d'un double point de vue. D'abord, nous avons réussi à réunir 100 000 personnes à Bruxelles. Ensuite, des manifestations ont eu lieu simultanément dans une douzaine de villes européennes. Et d'autres manifestations avaient déjà eu lieu la semaine précédente en Roumanie et en République tchèque. Il existe aujourd'hui une réelle volonté de coordination face aux exigences de nos gouvernements et de la Commission européenne qui demande maintenant un droit de regard sur les budgets nationaux. La situation est donc bien pire aujourd'hui qu'elle ne l'était dans le passé. Ce qui est important c'est que la manifestation d'hier n'était pas un baroud d'honneur mais que nous sommes entrés dans un vrai processus. Le mouvement va continuer et va s'amplifier en Allemagne, au Royaume-Uni, en Espagne et en France. Suite à la crise, il existe un profond malaise dans la population. On a pu constater la célérité de la réaction face aux banques, on voit les bilans extraordinaires des grandes entreprises aujourd'hui, au moment où on présente aux travailleurs des programmes d'austérité. Aujourd'hui, nous sommes face à une crise sociale et à une crise politique avec des glissements de plus en plus importants vers l'extrême droite.

### **Quelles sont les difficultés à surmonter pour réaliser une telle mobilisation ?**

Nous n'avons eu aucune difficulté pour l'organisation de la manifestation car nous partons de la conviction profonde qu'il y a un fort besoin de réagir ;

et cette conviction est partagée par tous les syndicats, à tous les niveaux. C'est par ailleurs une condition pour une organisation réussie. En fait c'est aussi la conséquence de la crise grecque qui nous a fait comprendre ce qui se passe réellement en Europe. Nous avons déjà vu ces mêmes politiques à l'œuvre dans le tiers monde et nous en connaissons les conséquences.

***Beaucoup de militants s'interrogent sur le lien entre les mouvements nationaux, comme par exemple en ce moment le mouvement des retraites en France, et les mouvements européens. Comment concevez-vous la synergie entre ces deux niveaux d'intervention ?***

Même la synergie entre le niveau européen et le niveau national ne pose plus de problèmes. Les gens ont compris qu'il y a une réelle convergence. Bien entendu que pour toutes les questions sociales, c'est le national qui prime, mais on a également besoin de la dimension européenne. C'est d'ailleurs pourquoi la question du revenu et du salaire minimum est tellement importante, non seulement directement pour l'ensemble de la population, mais aussi pour avoir des points de comparaison à travers l'Europe.

***Comment voyez-vous l'après 29 septembre afin que les peuples ne soient pas les payeurs de la crise ?***

Cette lutte va se poursuivre dans différents pays. Avec la présidence hongroise et ensuite avec la présidence polonaise, nous allons travailler sur le *dumping* social et la concurrence internationale. L'important est d'arriver à un État de droit social.

***Si tous les mouvements étaient favorables à cette journée de mobilisation européenne, certains d'entre eux étaient réticents sur le mot d'ordre : « No cuts but growth ». Afin d'améliorer le dialogue entre mouvement social et écologiste, pourriez-vous préciser ce que la CES entend par croissance ?***

C'est très important car jamais auparavant nous n'avons eu un tel besoin de réelles politiques européennes. Nous savons que la demande en termes d'énergie, de ressources naturelles, d'équipements est très importante et il existe donc un très grand potentiel de croissance. Or, nous pouvons y répondre chacun à sa manière – le chacun pour soi et Dieu pour tous – ou nous pouvons essayer de travailler ensemble au niveau européen. Les grands pays comme la France et l'Allemagne peuvent se concurrencer et les petits pays seront les grands perdants. Nous ne pouvons pas nous contenter d'additionner les investissements des différents pays ; il faudrait arriver à une masse critique des investissements en Europe et à un financement des infrastructures européennes. Il faut donc se donner les moyens de la croissance.

Barroso a fait référence de façon sibylline à ce point dans son « État de l'Union » d'il y a quelques semaines. Il sait qu'il y a d'énormes besoins d'in-

vestissements et nous avons besoin d'un véritable projet européen. Il sera difficile de ne pas augmenter les impôts.

Quant à la croissance, il est clair qu'il doit s'agir d'une croissance verte, nous travaillons sur ces points en étroite collaboration avec les ONG sociales, notamment avec la Plate-forme sociale. C'est particulièrement clair dans le secteur automobile, où on va des voitures électriques aux transports collectifs. Mais ce que l'on constate aujourd'hui, notamment avec les nouvelles classes moyennes en Inde et en Chine, c'est que le consumérisme est autre chose que la consommation.

Tous les investissements directs vont aujourd'hui vers les endroits où la recherche et le développement sont orientés vers les technologies vertes et tous les emplois vont provenir de ce secteur. Ce n'est pas quelque chose qui se passe à la marge de notre économie, mais cela a investi le cœur même de toute notre économie.

Ceci dit, les discours qu'on entend parfois en Europe sur une autre organisation de l'économie sont souvent des discours de privilégiés. Ces demandes sont parfaitement inaudibles pour 80 % de la population mondiale. Ce sont des demandes souvent très sympathiques, par exemple sur la décroissance, mais il faut savoir que nos changements éventuels en Europe occidentale vont de pair avec une croissance importante dans le reste du monde. La très grande majorité de la population ne veut pas abandonner son confort et ses droits individuels. Les ONG écologiques savent désormais que l'écologie a aussi une importante dimension sociale tandis que nous savons que le social doit tenir compte de la dimension écologique. Il y a désormais une réelle convergence, des pas ont été faits des deux côtés et il n'y aura donc pas retour à une vie dans des huttes ! Il faut savoir donner de l'électricité à une bonne partie de la population mondiale.

La technologie joue un très grand rôle en ce sens, dans tous les secteurs, y compris l'agriculture car la sécheresse va provoquer de nombreux problèmes. Nous voyons clairement aujourd'hui que le changement climatique est un accélérateur d'inégalités. Une de nos luttes à venir va concerner le droit à l'énergie et donc aussi le prix de l'énergie. Il y aura ensuite la lutte pour l'eau. L'eau n'a pas de prix, c'est vrai, mais l'eau a un coût alors il faut pouvoir réfléchir sur les instruments financiers pour mettre un service de l'eau à la disposition de tous. Prenons l'exemple de l'Égypte : parler de l'accès à l'eau, c'est parler de services publics. En même temps, on voit le rôle primordial joué par quelques grandes familles. À part la rhétorique intellectuelle que l'on peut toujours avoir, il faut donc pouvoir collaborer avec d'autres, il faut vérifier le point de vue de nos partenaires ; il ne faut surtout pas penser que nous, occidentaux, nous avons toujours les meilleures solutions pour tous les problèmes. La question qui se pose donc est celle d'une bonne gestion des ressources de la planète, mais c'est aussi une question de technologie. C'est

vrai notamment pour les nanotechnologies, la vraie mutation technologique de l'avenir, qui marie la chimie à la physique et qui va peut-être nous permettre de produire des énergies renouvelables à grande échelle, ou encore de nouveaux matériaux.

Quel est l'avantage de l'Europe dans tout cela ? Elle n'a pas grand-chose à vendre ; les chercheurs chinois sont les plus nombreux aujourd'hui, ils créent une université par semaine ; les Indiens forment 350 000 nouveaux ingénieurs par an ; on ne peut donc certainement pas maintenir l'hypothèse d'une supériorité intellectuelle. Mais nous avons des choses à partager, nous savons que la démocratie c'est beaucoup plus que l'organisation d'élections, nous savons que la transparence à tous les niveaux est un élément crucial, en technologie autant que dans le monde financier. C'est une bataille que nous pouvons mener au niveau mondial.

L'OMC se trompe en disant, comme le fait Pascal Lamy, un socialiste, que le commerce ne doit pas s'occuper des éléments sociaux et environnementaux. Nous sommes en train de glisser de plus en plus vers une lutte contre la pauvreté et vers les actions charitables. C'est lié au développement du secteur informel et du travail précaire. De plus en plus d'ONG s'en occupent. Mais il faudrait surtout prévenir cette pauvreté et cette précarité et il faut rester dans un rapport de travail collectif sur la base de la Déclaration de Philadelphie qui affirme que le travail n'est pas une marchandise. Les ONG peuvent faire un travail remarquable, mais ce n'est pas la bonne réponse aux problèmes qui se posent et qui sont liés aux rapports sociaux. Nous avons dans le monde de plus en plus de travailleurs et le grand défi est donc de trouver des solutions collectives basées sur le droit social afin d'éviter qu'on se contente d'organiser le caritatif. Il faut donc, certes, une alliance avec les ONG sociales pour répondre aux besoins les plus immédiats, mais il faut aussi un rapport social dans lequel il y a une redistribution des gains de la productivité et de la valeur ajoutée en faveur du travail, plus que du capital. Dans ce domaine, le recul intellectuel est aujourd'hui important. Il faut rester lucide et voir que le saupoudrage ne peut suffire, malgré toute la générosité qui l'accompagne. Nous sommes dans les rapports sociaux qu'il faut régler avec les partenaires sociaux. Et dans ce contexte, il faudra aussi parler de la taxation et de la taxation des transactions financières. Car quand on refuse les instruments de la redistribution, la démocratie devient de plus en plus hypothétique.

***Quelles suites la CES envisage-t-elle après la réussite de la journée d'action du 29 septembre ?***

Comme nous l'avons annoncé, lors d'une conférence de presse, nous allons développer l'action contre l'austérité à l'échelle européenne. Nous mettrons en place une page Internet qui informera régulièrement des mesures prises par les gouvernements au niveau de chaque pays afin de mettre à la dispo-

sition de tous un outil de travail <sup>2</sup>. On pourra ainsi mesurer l'exacte ampleur des politiques d'austérité. Deux initiatives importantes sont envisagées, l'une autour du 15 décembre, au moment du prochain Conseil européen, et ensuite une manifestation européenne dans un pays d'Europe centrale, à Budapest, en mars 2011.

## Notes

1. Pas de coupes dans les budgets mais la croissance.
2. Voir le site de la CES : [www.etuc.org](http://www.etuc.org)